

**UNION MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----

**21<sup>ème</sup> SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS  
D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION ECONOMIQUE ET  
MONETAIRE OUEST AFRICAINE**

**CEREMONIE D'OUVERTURE : DISCOURS DE  
MONSIEUR ROMUALD WADAGNI,  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DE LA REPUBLIQUE DU BENIN  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UEMOA**

*Abidjan, le 12 juillet 2019*

**Excellence, Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;**

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;**

**Excellence, Monsieur le Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire ;**

**Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République de Côte d'Ivoire ;**

**Monsieur le Premier Ministre ;**

**Mesdames et Messieurs, Distingués invités ;**

J'ai l'insigne honneur de prendre la parole en ce moment solennel, en ma qualité de Président du Conseil des Ministres Statutaire, à l'occasion de cette cérémonie d'ouverture de la 21<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

La présente conférence s'ouvre au lendemain de la commémoration du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'UEMOA. C'est le lieu pour moi de saluer la vision éclairée des Pères Fondateurs de notre Union qui ont convenu de bâtir un espace de prospérité et de progrès, sur le fondement de la solidarité entre nos peuples et de la complémentarité de nos économies.

Permettez-moi également, **Excellence Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement**, de vous exprimer la reconnaissance de tous mes pairs du Conseil des Ministres Statutaire pour votre engagement au côté des institutions de l'Union et le bien-être de nos populations. Sous votre impulsion, le processus d'intégration régionale enregistre des avancées encourageantes dans notre espace communautaire.

Je voudrais enfin, adresser mes sincères remerciements aux Partenaires Techniques et Financiers pour leur accompagnement quotidien.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs ;**

L'activité économique est demeurée dynamique au sein de l'UEMOA au cours de l'année 2018. Pour la septième année consécutive, la croissance économique est resté largement au-delà de la barre de 6,0% en s'affichant 6,6% en 2018, comme en 2017. Cette performance est imputable notamment au renforcement de la production agricole et à la bonne tenue des activités dans tous les secteurs.

De même, grâce à un bon approvisionnement des marchés en produits alimentaires de grande consommation, le niveau général des prix a connu une hausse modérée. Le taux d'inflation de l'Union est ressorti en moyenne à 0,9% en 2018 contre 1,1% en 2017.

Le profil des finances publiques révèle des efforts de consolidation budgétaires dans tous les Etats membres de l'Union. Le déficit budgétaire base engagements, dons compris, a ainsi reculé de 0,3 points de pourcentage en s'établissant à 4,0% du PIB en 2018.

Toutefois, le défi majeur de l'Union demeure la convergence de nos économies au regard du respect des critères retenus dans le cadre mécanisme de surveillance multilatérale.

A la veille de l'échéance de 2019, fixé par le Pacte de Stabilité de Croissance et de Convergence, le Conseil des Ministres a engagé des réflexions sur l'évaluation des critères au regard des enjeux des Etats notamment en matière prise en charge des dépenses de sécurité et de mise en place d'investissements structurants visant à soutenir la croissance.

Pour atténuer les risques liés à ces financements, le Conseil des Ministres a, au cours de sa session de juin 2018, arrêté des orientations de politique économique des Etats membres en vue de préserver la viabilité de la dette publique au sein de notre espace communautaire. Le Conseil a également adopté un plan d'actions pour accroître la mobilisation des recettes fiscales dans la zone.

### **Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

Les efforts se sont poursuivis en 2018, dans le cadre de la mise en œuvre des grands chantiers concourant à l'approfondissement du processus d'intégration économique.

Ainsi, les résultats de la Revue des réformes, politiques, programmes et projets communautaires en 2018 indiquent que des progrès appréciables ont été réalisés dans tous les Etats membres dans la mise en œuvre des textes communautaires. Le taux global de mise en œuvre des réformes au sein de l'Union est de 69% en 2018 contre 62% en 2017, soit une augmentation de 7 points de pourcentage.

Dans le cadre de l'approfondissement du marché commun, la collaboration entre la Commission de l'UEMOA et la Commission de la CEDEAO a abouti à la validation du projet de Code Communautaire des Douanes de la CEDEAO ainsi qu'au renforcement de l'application uniforme du Tarif Extérieur Commun au sein de l'espace CEDEAO.

En outre, la Commission de l'UEMOA participe désormais, aux côtés des Etats membres, aux rencontres relatives aux modalités de mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), dont la phase opérationnelle a démarré à l'issue de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine, le 07 juillet 2019 à Niamey.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs ;**

Au titre de l'approfondissement du processus d'intégration financière, la BCEAO a, au cours de l'année, renforcé ses actions en faveur de la diversification des produits et mécanismes de financement des économies de l'Union.

Elle a procédé au lancement du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans chacun des Etats membres de l'Union, en relation avec les Ministères de tutelle concernés. Ainsi, Soixante-dix-neuf (79) structures d'appui et d'encadrement des petites et moyennes entreprises ont été sélectionnées pour accompagner, en amont, ces entreprises à satisfaire les conditions d'éligibilité et suivre leurs activités après l'obtention du financement.

La BCEAO a également œuvré pour la consolidation de la stabilité financière dans l'Union. A ce titre, elle a créé un Comité interne de politique macroprudentielle, chargé de la définition et de la mise en œuvre opérationnelle de cette politique, à travers la détection, l'évaluation, la gestion et la maîtrise du risque systémique.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs ;**

Au titre des activités de financement, les concours de la BOAD en faveur des Etats membres se sont établis à 426,8 milliards, dont 74% au secteur public. En plus de son accès au marché financier international, la coopération entretenue avec les partenaires au développement lui a permis de signer de nouvelles conventions d'emprunts d'un montant de 308 milliards.

La BOAD a, par ailleurs, poursuivi ses activités orientées vers la promotion de la finance climat. Ceci a permis, entre autres, l'approbation définitive par le Fonds d'Adaptation (FA), du Projet régional de promotion d'une agriculture climato intelligente en Afrique de l'ouest, dans cinq pays (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Togo), pour un montant de 14 millions de dollars US. La Banque a également mobilisé des ressources auprès du Fonds Vert pour le Climat afin de financer des études de projet.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs ;**

Pour accroître l'attractivité du marché financier régional, le Conseil des Ministres de l'Union, dans le cadre de l'opérationnalisation du 3<sup>ème</sup> Compartiment de la BRVM dédié aux PME, a ramené à dix (10) millions, le capital social minimum requis des entreprises souhaitant faire appel public à l'épargne sur le marché financier. En effet, le seuil de cent (100) millions retenu par l'Acte Uniforme de l'OHADA pour l'inscription en bourse des entreprises est apparu comme pouvant être un frein au financement des PME.

Le Conseil Régional de l'Epargne et des Marchés Financiers a, en outre, finalisé le cadre réglementaire de la bourse en ligne. Cette évolution majeure, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019, vise à démocratiser l'accès au marché financier et renforcer l'inclusion financière dans un contexte marqué par le développement rapide des Fintech.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs ;**

Pour relever les importants défis auxquels font face nos économies, les Etats

membres de l'Union devront poursuivre le renforcement du marché commun et le développement des infrastructures indispensables pour l'industrialisation de nos pays.

A cet égard, le maintien d'un climat social apaisé et une meilleure coordination des efforts dans la lutte contre la radicalisation, le terrorisme et les conflits armés seront déterminants pour la promotion du développement des pays de l'Union.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs ;**

Je reste convaincu que notre Union, sous vos orientations avisées, accélérera son processus d'intégration et la transformation structurelle des économies.

**Je vous remercie de votre très haute attention.**